

JOURNAL

des Sans-Culottes

PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY.

BUREAUX DU JOURNAL : place de la Sorbonne, 3.

Dépôts : à PARIS, chez LÉVY, place de la Bourse, 13, et rue Coquillière, 15, PAGE, lib., rue Grenétat, 51; à LYON, chez BALLAY, rue de la République, 2.

La terreur.

La terreur contre les bons, c'est l'oppression; la terreur contre les méchants, c'est la justice! Quand les peuples n'usent pas de ce moyen contre leurs oppresseurs, leurs oppresseurs ne manquent jamais de l'employer contre eux, avec cette différence que la vengeance du peuple est toujours juste dans son principe, quoiqu'elle ne soit pas toujours éclairée dans ses effets, au lieu que l'oppression qu'il endure n'a sa source que dans les passions criminelles de ses tyrans (1). Il n'y a donc que des fripons ou des imbécilles qui puissent comparer la vengeance légitime qu'exerce contre ses oppresseurs un peuple qui brise sa chaîne, aux horreurs, aux crimes que commettent les oppresseurs pour assurer leur injuste domination! On a vu trop souvent de faux défenseurs du peuple lui prêcher la clémence au moment de sa victoire pour sauver des traîtres qui leur ressemblaient. On a vu l'échafaud, qui avait servi à frapper l'innocent condamné pour avoir revendiqué ses droits, abattu pour sauver le tyran qui les avait usurpés : fausse humanité qui prend sa source dans le vice et dans l'ignorance. Plus l'amour de la justice est développé chez un peuple, plus il a de haine contre la tyrannie; les esclaves ne supportent les tyrans que parce qu'ils leur ressemblent par la bassesse du cœur. Comme aucun moyen n'est légitime pour ravir au peuple sa liberté, tout moyen est légitime pour la reconquérir. Sans doute, il est facile à des parleurs, qui ne veulent que coudre des phrases et vivre en paix avec les coquins, d'afficher de beaux semblants de générosité qui ne leur coûtent rien; mais il est moins facile à un peuple asservi de recouvrer sa liberté : des siècles d'oppression l'attestent. Il n'y a que la crainte d'un châtiment mérité qui puisse arrêter les machinations des traîtres, et la clémence dont on use à leur égard devient une trahison envers la patrie contre laquelle ils conspirent; épargner les oppresseurs, c'est trahir la cause des opprimés, c'est sacrifier à quelques scélérats des nations entières dont ils sont les fléaux.

Dissolution de l'Assemblée constituante.

Certains écrivains conseillent au peuple de défendre l'Assemblée nationale contre la réaction... Grâce aux lois faites par cette Assemblée, il est défendu de l'attaquer, mais il n'est pas ordonné de la défendre, et je conseille à tous les citoyens de conserver leurs forces pour un meilleur usage : demandez aux cadavres qui sont dans la terre, aux veuves qui pleurent un mari, aux orphelins qui pleurent un père, aux mères qui pleurent un fils s'ils viendront la défendre! Le citoyen Félix Pyat a dit à l'Assemblée : *Oui, je le dis avec une conviction, une affliction profonde, cette proposition est pleine de tempêtes, et, si nous voulions vaincre comme vous par tous les moyens, nous voterions cette proposition, car c'est encore la révolution : APRÈS LA LÉGISLATIVE, la Convention.* Eh! citoyen Félix Pyat, pourquoi ne votez-vous pas? Serait-ce donc un si grand malheur de revoir la Convention? Si vous en étiez si profondément affligé, ce ne pourrait être que pour les ennemis du Peuple, et nous avons devant les yeux des sujets plus dignes d'affliction.

En 1791, les aristocrates demandaient la dissolution de l'Assemblée constituante, et Marat la demandait comme eux, mais pour un motif différent. Les aristocrates la demandaient pour rendre le roi tout à fait absolu, et Marat la demandait pour avoir une assemblée meilleure et renverser le roi; voici les tendres adieux qu'il adressa aux députés :

« Et vous, vils scélérats, qui avez honteusement sacrifié à votre avarice, à votre cupidité, à votre ambition, le

bonheur de vos concitoyens, vous qui, pour un peu d'or, avez vendu les droits et les intérêts d'un peuple immense qui vous avait honorés de sa confiance, puis sent vos machinations, les attentats, les forfaits, les turpitudes dont vous vous êtes souillés pour le remettre sous le joug de ses anciens tyrans, être dévoilés au grand jour! Puissiez-vous être à jamais couverts d'infamie! Puissiez-vous être réduits à fuir la lumière des cieux ou à traîner dans un désert votre honte, vos remords et votre désespoir! »

Machinations de la Police.

J'ai publié sous ce titre, *Affreuse tentative de corruption*, une brochure pour dévoiler les atroces machinations de la police. Un agent de Carlier étant venu pour essayer de me corrompre, je l'ai fait parler, et il résulte de l'entretien rapporté dans ma brochure des faits de la plus haute gravité; il résulte que c'est la régence qui règne sous le nom de la République et qui ruine à plaisir les petits bourgeois, pour les punir d'avoir crié, en Février : *Vive la Réforme!* comme elle écrase le peuple, pour le punir d'avoir crié : *Vive la République!* Ainsi, les petits bourgeois, en se mettant contre le peuple, n'ont été que l'instrument aveugle d'une faction, et, semblable à cette reine qui commandait à ses agents de frapper sur le peuple et se montrait ensuite pour blâmer leur brutalité et dire que ses sujets étaient ses enfants, qu'on se gardât bien de leur faire du mal, la régence se montrera pour blâmer tout haut le mal qu'elle aura fait faire par ses agents et dira au peuple qu'elle aura fait fusiller et aux petits bourgeois qu'elle aura fait ruiner qu'ils sont ses enfants, et que c'est la vilaine république qui leur a fait tout ce mal. Mais elle trouve que le moment n'est pas venu encore de se montrer; elle désire que la République modérée puisse tenir encore quelque temps, afin de pouvoir, sous cette République modérée, sacrifier tous les républicains et fatiguer complètement de la République, en commettant sous son nom toutes les horreurs. Un agent de Carlier est venu me dire : *Livrez-nous les républicains, l'argent ne vous manquera pas.*

Mais, bourreaux du genre humain, vous ne les avez donc pas vus ceux que poursuit votre rage, après les journées de juin se cacher dans l'ombre pour dévorer un pain payé du dernier sou qui leur restait, ou un légume arraché aux entrailles de la terre, pendant que leur argent servait à payer vos intrigues, votre luxe, à vous faire des créatures! Tant de douleurs n'ont pu assouvir votre haine! Et c'est moi que vous venez trouver pour accomplir vos criminels desseins! Ah! c'est le ciel sans doute qui, lassé de tant d'abjection, vous a fait perdre la tête jusqu'au point de venir divulguer vos secrets et montrer vos turpitudes! *L'argent ne vous manquera pas!* me disiez-vous. Mais, si l'argent ne vous manque pas pour corrompre, il vous manque pour donner des vêtements aux détenus des pontons. On voit dans une lettre que ces hommes sont condamnés à mourir dans la vermine sur le fumier des casernes que vous n'oserez pas donner pour écurie à vos chevaux! Et le vil agent qui m'a fait ces propositions est venu en voiture et se rendait à un grand dîner avec des personnages éminents. On peut lire, au reste, ma brochure : on y verra par quelles infernales machinations, pendant qu'on cherche à endormir le peuple, on travaille sourdement à sa ruine; le peuple frémit en comparant son aveugle sécurité à l'atrocité des moyens employés pour le perdre.

Les Montagnards.

Le journal l'Assemblée nationale accuse les représentants dits de la Montagne d'être partisans des doctrines de 93.

Ces citoyens se trouvant offensés d'une pareille calomnie ont porté plainte dans les mains du procureur général! Jamais pareil outrage n'avait été fait à la mémoire des héros de cette glorieuse époque! Qui osera croire que les aristocrates n'ont pas raison d'accuser la Montagne de 93 en voyant que les hommes qui portent son nom n'osent pas la défendre? N'avez-vous donc pris le nom de nos pères que pour le déshonorer à jamais!

Aussi l'Assemblée nationale vous répond : « Est-ce donc notre faute si, en écrivant l'histoire de votre parti, l'énoncé et l'appréciation des faits, des doctrines, des écrits de votre parti, deviennent pour vous des diffamations et des outrages. »

Hélas! c'est donc ainsi que vous défendez la cause du peuple! Vous laissez l'avantage, vous qui défendez une cause juste, à des hommes qui défendent une mauvaise cause! Ils montrent plus d'énergie pour servir la réaction que vous n'en montrez pour défendre la cause de la justice! Mais, puisque vous tenez à vous laver des accusations dirigées contre vous par l'Assemblée nationale, je vais vous aider dans cette tâche. L'Assemblée nationale vous accuse d'avoir essayé de réhabiliter la mémoire de Marat; c'est faux, vous n'en avez pas eu le courage. Il y a quatre mois, le Peuple, à Toulouse, avait crié : *Vive la Montagne de 93!* M. Denjoy tonna à la tribune de l'Assemblée contre ce fait; vous vous levâtes, non pour défendre la Montagne dont vous portez le nom, mais pour dire qu'on vous faisait une insulte. Dans un banquet qui a eu lieu à Paris, un rédacteur de la Réforme a crié, il est vrai : *Vive Marat LUI-MÊME!* ce qui était horriblement audacieux! *Vive Marat LUI-MÊME!* le plus vertueux et le plus intrépide de tous! Après le vote du 10 décembre, un journal de la réaction, l'Opinion publique, dit que l'ordre était donné sur toute la ligne des banquets de ne pas prononcer les noms de Marat et de Robespierre d'ici à quelque temps; on pouvait croire que c'était une mauvaise plaisanterie. Mais les Montagnards, comme s'ils voulaient justifier toutes les railleries qu'on leur adresse, crient à la diffamation lorsqu'on leur attribue les principes de 93. Mais alors, pourquoi avoir accepté le nom de Montagnards si ce nom vous déshonore? *Vive Marat lui-même* voulait-il dire? A bas tous les principes de Marat; vous n'auriez alors poussé ce cri que pour rattrapper un peu de popularité, et pour vous mettre en apparence au niveau de l'opinion publique qui vous devançait. Mais alors, vous vous faites donc des principes pour le besoin de la circonstance; vous ne dirigez pas l'opinion publique, vous la suivez. Ou les principes de 93 sont justes ou ils ne le sont pas : s'ils sont justes, on doit les défendre à la face du ciel et avoir le courage de son opinion; s'ils sont mauvais, on ne doit jamais les défendre. Mais, quel est l'homme assez stupide qui, en présence de tous les crimes de la tyrannie, oserait condamner les hommes de 93 des moyens qu'ils ont employés pour la renverser? Dernièrement, à propos d'une pièce représentée au théâtre Beaumarchais, la Révolution démocratique et sociale disait qu'il était pénible de voir traîner sur la scène des figures aussi grandes que celles de Robespierre, Danton, Desmoulins, etc. Sous cet ETC. se trouve caché le nom de Marat. Eh bien! il y a trop longtemps, hommes pusillanimes, que vous prononcez ETC. sur ce nom! Vous devez savoir qu'il y a dans la révolution une figure plus grande que les trois citées par vous, et que c'est celle de Marat! Vous savez que, quand les Girondins voulurent perdre la révolution, ce ne fut ni Robespierre, ni Danton, ni Desmoulins, qu'ils firent assassiner... Vous savez que ce ne fut ni Robespierre, ni Danton, ni Desmoulins, que le peuple porta en triomphe sous la République. Vous devez savoir que la Déclaration des Droits de Robespierre est tirée des ouvrages de

(1) Marat.

Marat. Vous savez que Danton, pour se défendre, fut obligé d'invoquer l'ombre de l'Ami du Peuple, que Robespierre aussi l'invoqua. Vous savez que Camille Desmoulins l'appela le divin Marat. Vous savez que son corps fut mis au Panthéon en vertu d'un décret de la Convention nationale. C'est de lui que David disait : *Postérité, tu le vengeras!* Vous n'avez donc aucun motif pour passer son nom sous silence, à moins que sa vertu ne vous effraie... Vous ferait-elle autant de peur qu'elle en fait aux aristocrates? Si vous avez des reproches à lui adresser, il faut le dire (ce ne sera toujours pas celui d'avoir fait verser le sang du Peuple); car nous ne voulons plus de cette politique de ténèbres dont le Peuple est toujours la dupe. Mais, par votre plainte, ce n'est pas Marat seul que vous outragez, c'est toute la Montagne de 93!

Si la révolution de 93 a été salie, c'est moins aux aristocrates qu'il faut s'en prendre, qu'à la lâcheté des prétendus patriotes qui ont souvent fait chorus avec eux, tous les journaux populaires ont fait l'éloge de l'histoire des Girondins avant Février; or, qu'est-il arrivé, le Peuple ayant fait une révolution à suivi Lamartine, et a proscrit les idées de 93; si l'on dit qu'en défendant Marat je défends un homme, je répondrai que je défends un principe; les aristocrates qui travaillent à salir cet homme le savent bien : Marat était l'ami du peuple, le vengeur des opprimés. Voilà pourquoi je le défends, dites pourquoi vous l'attaquez.

Un faux patriote démasqué.

Dans la brochure intitulée : *Affreuse tentative de corruption*, dont j'ai parlé plus haut, se trouve une lettre du citoyen Marle fils, concernant M. Gustave Robert, dans laquelle il est dit que M. Gustave Robert a été vu se promenant en compagnie de l'agent corrupteur désigné dans cette brochure. M. Gustave Robert s'est présenté au bureau du *Journal des Sans-Culottes* pour donner les explications provoquées par la lettre du citoyen Marle; M. Gustave Robert convient qu'il a pu parler à un agent, comme il a été employé au ministère de l'Intérieur (du 1^{er} juillet au 31 décembre 1848), il connaît beaucoup de monde, je cite ses paroles : il faisait des compte-rendus sténographiques des clubs en collaboration avec un grand nombre d'hommes du mouvement démocratique pour le compte du ministère, mais cela avec une grande impartialité et au point de vue littéraire, il avoue avoir rédigé avant Février une feuille gouvernementale et même guizotienne, mais dans cette feuille, il faisait du socialisme conservateur, sa famille est liée avec la famille de M. Carlier, il me dit cela afin que si je le rencontrais dans la rue avec M. Carlier lui-même, je n'en fusse pas surpris, car dit-il, M. Carlier sevit à la vérité contre les républicains, mais il est très-honnête homme dans sa vie privée. M. Robert a soutenu la candidature de Cavaignac au club de la Chaussée-d'Antin. Il a terminé en me disant de consulter mes impressions, et d'en mettre le plus court possible, je crois, en effet n'avoir pas besoin de m'étendre sur ce triste sujet!

Conseils de guerre.

Cinq condamnations à mort! La peine de mort abolie en matière politique pour sauver Louis Philippe et ses complices, qui avaient fait assassiner le peuple en se révoltant contre la nation, non pour défendre la liberté, mais pour conserver leur pouvoir tyrannique, vient d'être rétablie pour les accusés de juin! Rude leçon pour l'avenir!

Louis-Philippe jugé par Marat.

Voici ce qu'on lit dans le compte-rendu de la séance de la Convention nationale du 11 avril 1793, inséré au *Moniteur universel*:

MARAT. « Je ne déciderai pas si l'Égalité père, que j'ai poursuivi dans mes écrits, que j'ai dit être sans mœurs et sans vertu, est criminel de lèse-nation; je le livre à vos recherches; mais le fils, (Louis Philippe) est un traître. Je vais vous faire une proposition qui va vous mettre au pied du mur : je demande que la tête d'Égalité fils soit mise à prix comme celle de Dumouriez; je fais la même proposition à l'égard des Capet fugitifs. »

Trente-sept ans plus tard, Louis-Philippe fut nommé roi des Français, et l'on sait si son règne a fait mentir Marat. Détrôné au bout de dix-sept ans, le Peuple lui fait grâce et le remplace par Lamartine, qui avait traité Marat de fou et l'avait traîné dans la boue. Nous connaissons les suites; mais les écrivains qui ont vanté l'histoire des Girondins ont fait accroire au peuple qu'il était dans le progrès, et que Marat était un extravagant.

A. M. Carlier, chef de la police.

Monsieur, je lis dans la *Réforme* du 8 Février une lettre dans laquelle vous accusez de calomnie anonyme les auteurs d'un article dirigé contre vous par ce journal; vous vous défendez, entre autres faits, d'avoir voulu tendre une SOURICIÈRE, vous assurez que vous ne faites que de la police d'ordre, vous soumettez les auteurs de l'article publié par la *Réforme* d'expliquer leurs insinuations, déclarant qu'autrement vous les accusez en calomnie.

Eh bien! Monsieur, onze jours avant que la *Réforme* eût publié cet article, j'ai publié contre vous une brochure dont vous n'ignorez pas l'existence, puisque M. Gustave Robert, qui a avec vous des relations, est déjà venu se justifier (ou plutôt s'accuser); cependant, vous n'avez pas répondu et vous ne m'avez pas accusé en calomnie. Ne répondriez-vous à la *Réforme* que parce que ses accusations sont anonymes, tandis que les miennes sont signées de trois témoins. Cependant, je ne me borne pas à lancer contre vous des insinuations, les faits contenus dans ma brochure sont clairs et nets. Un de vos agents, faut-il vous le redire, est venu m'offrir de l'argent pour faire de ma maison UNE SOURICIÈRE; mais il s'est pris au piège en voulant tendre une souricière, et j'avais trois témoins cachés dans des cabinets. Vous appelez faire de la police d'ordre d'aller chez les écrivains pour les corrompre et leur demander de vous livrer les républicains, il est propre votre ordre!

Puisque vous tenez à vous justifier des accusations dirigées contre vous, attaquez-moi en calomnie. Vous êtes fonctionnaire public, la preuve des faits sera admise, j'ai trois témoins, la chose sera toute simple.

CONSTANT HILBEY.

Les Statues des Rois.

Je m'étais étonné de voir après la révolution de Février les statues des Rois sur nos places publiques, mais on trouvait que c'était s'occuper de choses insignifiantes, beaucoup de patriotes même s'attendaient sur ces belles statues qu'ils voulaient conserver comme des monuments d'art, comme si l'œuvre des hommes qui ont consacré leurs talents à immortaliser le vice ne devaient pas tomber avec lui dans le néant, sous l'effort de la vertu! On a pu voir en ces citoyens de grands connaisseurs, de grands admirateurs de l'art, je ne vis en eux que des grands ignorants en politique ou des esclaves qui tremblaient encore devant l'ombre de leurs anciens maîtres. Mais ces citoyens doivent être contents, on leur a donné des monuments d'art : au lieu de faire disparaître ces monuments de notre opprobre et de notre servitude, qui ne peuvent sourire qu'à des âmes dégradées par la corruption, on a placé, dans le jardin du Luxembourg, des statues de Reines; on voit les badauds en extase devant ces statues, admirer leur belle pose et leurs beaux cheveux. C'est la servitude en extase devant la tyrannie! On rougit de voir des êtres humains oublier jusqu'à ce point leur dignité! Vous serez esclaves tant que l'amour de la patrie et de la vertu ne se fera pas entendre dans vos cœurs, tant que vous n'aurez pas mis, à la place de ces oppresseurs du genre humain, les martyrs de la liberté, les libérateurs du monde, pour inspirer, par la contemplation de ces grands hommes, par les souvenirs de leurs vertus sublimes, l'amour de la patrie, de la vertu et de la liberté.

Bals et Concerts.

Le journal la *Révolution démocratique et sociale*, dans son N° du 6 février, annonce « l'un des plus beaux bals masqués de la saison, auquel les plus jolies actrices ont promis d'assister. » Est-ce donc dans de pareils lieux que vous voulez envoyer vos lecteurs s'instruire de leurs droits et puiser l'énergie pour les soutenir. Les fêtes, les bals, les concerts sont les moyens employés de tout temps par la tyrannie pour amolir les hommes, et leurs faire oublier leurs droits, il est triste de voir des écrivains qui devraient travailler à régénérer les mœurs, à rappeler les citoyens au sentiment de leurs droits et de leur dignité, seconder au contraire les tyrans dans leur œuvre fatale et inviter les citoyens à danser sur des cadavres, pendant qu'on ferre pour le bain les condamnés de Juin! qu'on en condamne à mort, et que nos malheureux frères des pontons sont condamnés à mourir sur le fûmier!

Le même journal annonce des CONCERTS donnés dans

la salle de la Fraternité, rue Martel; le directeur de cette salle est un nommé De Bonnard, ami d'un certain Malapert, qui s'appelle aussi Junius, auteur de la satire sociale et de la ligue sociale, duquel j'ai sous les yeux deux lettres écrites, l'une en 1845, l'autre en 1846, l'une signée Hamel et l'autre Junius, mais son adresse est indiquée chez M. Michel, rue Favart, 1, et M. Michel c'était le même homme.

Ce citoyen JUNIUS, — MICHEL, — HAMEL, — MALAPERT, m'écrivit sous l'autre gouvernement pour me faire des propositions suspectes que je n'acceptai pas.

La République de 93 et celle de 1848.

Tandis qu'on poursuit de toutes les manières, qu'on accable d'impôts, qu'on ruine par des amendes les malheureux qui n'ont pas même de quoi vivre; le grand républicain, M. Passy use, dit-on, une corde et demie de bois par jour pour chauffer sa serre, ce qui lui procure l'avantage de manger des petits pois au milieu de l'hiver. En 93, la Convention disait : GUERRE AUX CHATEAUX, PAIX AUX CHAUMIÈRES! Aujourd'hui, on dit : PAIX AUX CHATEAUX, GUERRE AUX CHAUMIÈRES!

Du Suffrage Universel.

Tous les hommes étant égaux doivent avoir tous droit de suffrage, mais il faut se arder de prendre, pour le résultat du suffrage universel, ce qui pourrait n'être qu'une fausse application de ce suffrage. « Ce qui généralise la volonté, dit Rousseau, dans le Contrat Social, est moins le nombre des voix que l'intérêt commun qui les unit, car dans cette institution, chacun se soumet nécessairement aux conditions qu'il impose aux autres. » Or, dans une société où une partie des hommes serait dépouillée tandis que d'autres jouiraient de ses dépouilles dans le faste et l'ouïence, chacun ne se soumettrait pas aux conditions qu'il imposerait aux autres, tandis que l'un voterait pour obtenir une restitution, l'autre voterait pour conserver les fruits de ses rapines, l'un voterait pour imposer à l'autre de mourir de faim en travaillant, tandis qu'il ne s'imposerait à lui que de vivre dans le luxe sans travailler : le vote de l'un n'ayant pas pour tous les mêmes conséquences, il n'y aurait pas des hommes « unis par un intérêt commun, » il n'y aurait que des parties qui se combattraient; le suffrage universel ne serait pas un acte de souveraineté, il ne serait qu'une bataille, ce serait, après avoir gagné une bataille par les armes, la recommencer sur un autre terrain, retirer aux opprimés le droit de voter, c'est, après leur avoir volé leur bien, leur voler leur droit de suffrage, mais les opprimés auraient droit de frapper d'interdiction les oppresseurs, de leur retirer leur qualité de citoyens jusqu'à ce qu'ils eussent perdu leur qualité de voleurs, et d'accomplir seuls leur révolution, et d'établir l'égalité avant d'établir le suffrage universel qui n'en est qu'une des conséquences. Si le suffrage universel existait dans une société où l'égalité n'existerait pas, ce serait accepter une des conséquences d'un principe qu'on refuserait de reconnaître, et si le suffrage universel parvenait à détruire l'égalité, il détruirait sa propre base. Ce pouvoir de la majorité, lors même qu'il a pour base l'égalité, a des bornes et s'arrête devant les droits du citoyen qu'il doit consolider et jamais détruire; si la majorité avait le droit de tout faire, le suffrage universel ne serait plus l'exercice d'un droit inaliénable, il ne serait qu'une loterie où les individus joueraient leurs droits et leur existence, la souveraineté du Peuple ne serait plus qu'un prétexte pour opprimer le Peuple, prétexte dont pourraient se servir seuls des bourreaux du genre humain!

Le droit du suffrage n'étant qu'un des droits du citoyen, il ne peut porter atteinte à ses autres droits, tous les citoyens doivent également être à l'abri de l'oppression, doivent avoir également le droit de pourvoir à leur conservation, d'exercer librement toutes leurs facultés et de conserver leur part de souveraineté, droits sacrés, inaliénables et imprescriptibles qu'aucune loi ne peut leur ravir. Lors même qu'un citoyen se trouve par son vote dans la minorité, il n'en fait pas moins partie du Peuple souverain, et il ne serait pas permis à la majorité de le dépouiller de ses droits pour lui donner un maître, la souveraineté du Peuple étant inaliénable et le pouvoir de la majorité s'arrêtant devant les droits du citoyen.

On trouve au bureau du Journal

Place de la Sorbonne, 3, et chez les Libraires.

AFFREUSE TENTATIVE

CORRUPTION

DÉVOILÉE

PAR CONSTANT HILBEY.

Prix : 20 centimes.

Le Socialisme et la Révolution Française, prix : 5 c.

Le Rédacteur-Gérant CONSTANT HILBEY.

Imp. de BEAULIE et MAISONNARD, rue Jacques de Krosse, 8.